

Comment les universitÃ©s servent dâ??avant-postes au contrÃ´le colonial israÃ©lien

Description


ENFORCING
SILENCE
Academic Freedom, Palestine
and the Criticism of Israel
EDITED BY DAVID LANDY, RONIT LENTIN AND CONOR MCCARTHY

Par Josh Ruebner, le 11 aoÃ»t 2020

Enforcing Silence : Academic Freedom, Palestine and the Criticism of Israel

(Renforcer le Silence : la LibertÃ© AcadÃ©mique, la Palestine et la Critique dâ??IsraÃ«l) sous la direction de David Landy, Ronin Lentin et Conor McCarthy, Zed Books (2020)

Peu de personnes sont mieux placÃ©es aujourdâ??hui dans lâ??acadÃ©mie que Rabab Abdulhadi pour raconter les tyrannies administratives et le harcÃ¨lement juridique qui sont la peste et le cholÃ©ra de nombreux professeurs.

Abdulhadi, professeure associÃ©e Ã lâ??UniversitÃ© dâ??Ã?tat de San Francisco, a Ã©tÃ© la cible de trois procÃ¨s perdus intentÃ©s par le Projet de Guerre du Droit (Projet Lawfare) dont le but Ã©tait de rÃ©duire au silence sa dÃ©fense des droits des Palestiniens.

Sa prÃ©face de la collection dâ??essais sur les efforts dâ??IsraÃ«l et de ses soutiens pour rÃ©primer la libertÃ© acadÃ©mique est juste : Â« Je ne voyais pas mon histoire comme ma propriÃ©tÃ© privÃ©e ou comme une expÃ©rience particuliÃ¨re ; elle reproduisait et reprÃ©sentait les histoires collectives dâ??intellectuels publics, Ã lâ??intÃ©rieur et Ã lâ??extÃ©rieur de lâ??acadÃ©mie, qui cherchaient Ã sâ??exprimer en faveur de la justice dans et pour la Palestine. Â»

Son impossibilitÃ© de contribuer Ã lâ??Ã©criture dâ??un chapitre comme elle lâ??avait tout dâ??abord prÃ©vu est un exemple du phÃ©nomÃ¨ne lui-mÃªme dÃ©taillÃ© entre les couvertures de ce livre. Le temps quâ??elle aurait dÃ» consacrer Ã Ã©crire a Ã©tÃ© consumÃ© par le besoin de rÃ©pondre Ã une plainte administrative dÃ©posÃ©e sous la menace dâ??une action disciplinaire Ã propos de son plaidoyer.

Ailleurs dans le volume, David Landy, professeur associÃ© de Sociologie au Trinity College de Dubin, fait rÃ©fÃ©rence Ã cette tactique comme Ã Â« des attaques avec prix Ã payer contre ceux qui critiquent IsraÃ«l â?? signifiant que ces critiques devraient obligatoirement souffrir pour toute critique quâ??ils feraient dâ??IsraÃ«l Â».

Landy situe Ã juste titre ce genre dâ??attaques â?? terme empruntÃ© aux attaques de colons contre les Palestiniens et leurs biens en Cisjordanie occupÃ©e â?? Â« comme une extension des pratiques de contrÃ´le colonial Â».

Dâ??autres contributeurs de ce livre voient eux aussi les mesures de rÃ©pression contre le rÃ©cit acadÃ©mique critique dâ??IsraÃ«l comme une excroissance logique de la politique coloniale de peuplement de domination sur le peuple autochtone palestinien.

Ronit Lentin, professeure associÃ©e de Sociologie Ã la retraite, elle aussi du Trinity College de Dublin, raconte en dÃ©tail comment IsraÃ«l a Â« rÃ©ussi Ã recruter des universitaires israÃ©liens pour collaborer activement Ã la colonisation de la Palestine Â». Elle Ã©crit que ce modÃ¨le sert de Â« moyen, ou de schÃ©ma, pour entraver la libertÃ© acadÃ©mique et le libre dÃ©bat sur la colonisation israÃ©lienne de la Palestine ailleurs dans le monde Â».

Dâ??autres tentatives pour exporter le contrÃ´le colonial dâ??IsraÃ«l sur la population palestinienne sont plus subtils, comme rapportÃ© par Hilary Aked dans son essai sur la prolifÃ©ration des

dÃ©partements dâ??Ã©tudes israÃ©liennes dans les universitÃ©s du Royaume Uni.

Ces dÃ©partements sont bien financÃ©s par une petite coterie de donateurs pro-israÃ©liens qui concourent Ã la propagande Â« Marque IsraÃ«l Â» qui cherche Ã Â« â??Ã©largir le dÃ©batâ?? sur IsraÃ«l afin que le pays ne soit pas vu quâ??Ã travers la lentille de la violence dâ??Etat Â», explique Aked.

Â« Politique dâ??Ã©limination Â»

Les attaques bien financÃ©es et bien orchestrÃ©es contre le discours acadÃ©mique critique dâ??IsraÃ«l sont amplement documentÃ©es et de faÃ§on convaincante tout au long de cette collection.

Le cas de Steven Salaita hante presque chacun des essais de ce livre. Salaita a Ã©tÃ© licenciÃ© de son rÃ©cent poste titulaire Ã lâ??universitÃ© de lâ??Illinois Ã Urbana-Champaign et chassÃ© de lâ??acadÃ©mie pour ses tweets Â« impolis Â» en rÃ©ponse au massacre par IsraÃ«l dâ??enfants palestiniens Ã Gaza en 2014.

Le licenciement de Salaita a Ã©tÃ© une extension des Â« manÅ?uvres punitives de la politique dâ??Ã©limination du colonialisme de peuplement Â», Ã©crit C. Heike Schotten, qui enseigne les Sciences politiques Ã lâ??universitÃ© du Massachusetts de Boston, dans la contribution la plus provocatrice et la plus marquante du livre.

La logique consiste Ã Â« Ã©liminer les IndigÃ¨nes par assimilation totale dans la Â« mission civilisatrice Â» du colonisateur ou par leur extirpation sâ??ils refusent.

Â« EmbauchÃ© pour enseigner dans un DÃ©partement dâ??Etudes des Autochtones, Salaita a Ã©tÃ© licenciÃ© parce quâ??il reprÃ©sentait et dÃ©fendait Ã la fois lâ??existence et la rÃ©sistance des populations autochtones (palestiniennes ou autres), et câ??est prÃ©cisÃ©ment cette reprÃ©sentation et cette dÃ©fense qui sont inimaginables Â», dÃ©clare Schotten (soulignÃ© dans le texte original).

La nÃ©o-libÃ©ralisation, la commercialisation et la marchandisation des universitÃ©s rendent elles aussi les universitÃ©s sensibles aux pressions externes et internes pour quâ??elles sâ??alignent sur IsraÃ«l.

Nick Riemer, chargÃ© de cours dâ??Anglais et de Linguistique Ã lâ??universitÃ© de Sydney, avance que les administrateurs de lâ??universitÃ© utilisent les dolÃ©ances des Sionistes comme Â« outil de contrÃ´le social au niveau du campus Â».

Ces dolÃ©ances fournissent Â« des munitions contre les membres du personnel gÃ©nÃ©ralement engagÃ©s dans toutes sortes dâ??autres activitÃ©s qui les mettent rÃ©guliÃ¨rement en conflit avec les autoritÃ©s de lâ??universitÃ© Â» â?? telles quâ??un engagement syndical et un franc-parler contre lâ??administration de lâ??universitÃ©.

Sinead Pembroke, titulaire dâ??un master de sociologie du collÃ¨ge Universitaire de Dublin, critique le recours croissant Ã des enseignants auxiliaires par mesure dâ??Ã©conomie, laissant de nombreux universitaires dÃ©pourvus de collÃ©gialitÃ© et de protection juridique sâ??ils se trouvent attaquÃ©s

pour leurs opinions politiques. Et beaucoup pratiquent alors lâ??autocensure.

Paradoxal

Plusieurs de ces essais mettent en question lâ??utilitÃ© dâ??invoquer les arguments de la libertÃ© acadÃ©mique pour protÃ©ger la parole sur la Palestine.

A premiÃ¨re vue, cela semble paradoxal puisque les universitaires pourraient vraisemblablement dÃ©fendre avec persuasion leurs prÃ©rogatives Ã faire de la recherche, enseigner et parler comme bon leur semble sans subir dâ??attaques.

Cependant, les Sionistes peuvent se rÃ©fÃ©rer aux mÃªmes principes dans leur opposition au mouvement de boycott, dÃ©sinvestissement et sanctions (BDS) en soutien aux droits des Palestiniens.

La notion de libertÃ© acadÃ©mique Â« nâ??offre pas la luciditÃ© politique nÃ©cessaire pour montrer ce qui est rÃ©ellement en jeu dans la diffÃ©rence entre les supporters du boycott et leurs opposants Â», Ã©crit Riemer.

Au lieu de cela, Riemer ajoute : Â« La raison la plus importante du boycott et de ceux qui boycottent, câ??est de mettre fin Ã lâ??apartheid contre les Palestiniens Â», exhortant les dÃ©fenseurs du BDS Ã privilÃ©gier un discours conduit par les valeurs (soulignÃ© dans le texte original).

Et, comme le fait remarquer John Reynolds de la facultÃ© de Droit de lâ??UniversitÃ© Nationale dâ??Irlande Maynooth, la libertÃ© acadÃ©mique sâ??est de plus en plus dÃ©ployÃ©e face au droit de rÃ©ifier le racisme et les suprÃ©maties.

Â« Lorsquâ??il sâ??agit de lâ??expression de positions anti-coloniales et anti-racistes, la libertÃ© acadÃ©mique reste vulnÃ©rable et conditionnelle Â», argumente-t-il.

A lâ??inverse, Â« les arguments de la libertÃ© acadÃ©mique dÃ©ployÃ©s au service du colonialisme Â» on trouvÃ© un regain Â« qui laisse suinter les formes et les programmes tout Ã fait particuliers de la droite Â», telle que lâ??apologie des atrocitÃ©s coloniales.

Les Ã©tudiants et le gouvernement

Cette collection aurait pu davantage insister sur les mesures de rÃ©pression administratives et extÃ©rieures contre les Ã©tudiants qui sâ??organisent pour dÃ©fendre les droits des Palestiniens.

Les Ã©tudiants militants sont soumis Ã un assujettissement peut-Ãªtre encore plus terrible que les enseignants par un personnel administratif de surveillance, professionnel pro-israÃ©lien qui surveille le discours et la doxa nuisible grÃ¢ce Ã des sites web tels que Canary Mission.

La collection aurait aussi tirÃ© bÃ©nÃ©fice dâ??une plongÃ©e en profondeur dans les efforts autoritaires du gouvernement amÃ©ricain pour associer critique dâ??IsraÃ«l et fanatisme anti-Juifs dans le but de couper le financement dâ??universitÃ©s jugÃ©es trop ouvertes Ã un discours critique de lâ??Ã?tat.

Cette troublante intrusion gouvernementale excessive est incarnÃ©e par Kenneth Marcus, secrÃ©taire adjoint pour les droits civiques au DÃ©partement amÃ©ricain de lâ??Education qui a rÃ©cemment dÃ©missionnÃ©.

Marcus a Ã©tÃ© le pionnier de la stratÃ©gie qui consiste Ã dÃ©poser plainte auprÃ¨s du dÃ©partement en prÃ©tendant Ã tort que les Ã©tudiants juifs souffraient de harcÃ¨lement et de discrimination Ã cause du discours critique dâ??IsraÃ«l qui circule sur le campus.

Servant dans lâ??administration Trump, Marcus a promu ce programme fallacieux avec des ramifications potentiellement trÃ¨s durables. Toute discussion sur lâ??interdiction acadÃ©mique de parler de la Palestine est incomplÃ¨te si on nâ??Ã©value pas cette pression gouvernementale.

Josh Ruebner est Professeur Adjoint au DÃ©partement des Etudes sur la Justice et la Paix Ã lâ??UniversitÃ© de Georgetown.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : The Electronic Intifada

date crÃ©Ã©e
2020/08/14